Introduction

Jacques Forster

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1438>

DOI : 10.4000/aspd.1438

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 1995

Pagination : VII-IX

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Jacques Forster, « Introduction », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 14 | 1995, mis en ligne le 03 mai 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1438> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1438>

Introduction

En avril 1994, le Conseil fédéral a publié un important rapport sur les relations Nord-Sud de la Suisse dans les années 90. Ces "Lignes directrices Nord-Sud" doivent permettre aux autorités fédérales de conduire "une politique cohérente envers le Sud" en prenant en compte non seulement la coopération au développement, mais l'ensemble des relations de la Suisse avec les pays en développement. La Suisse est ainsi l'un des premiers pays à répondre à l'appel que le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) a lancé à ses membres les invitant à avoir une vue d'ensemble des diverses dimensions de leurs relations avec les pays en développement et à rendre plus cohérentes les politiques correspondantes.

Cette recherche de cohérence n'est certes pas nouvelle. Dans les années 1960 déjà, lorsque les pays en développement demandaient aux pays industrialisés d'ouvrir leurs marchés, la formule d'alors "trade not aid" ne traduisait-elle pas une demande pour plus de cohérence? Dans le contexte actuel des relations Nord-Sud, cet appel revêt cependant un caractère nouveau, plus ample et plus pressant.

Plus ample, parce que les enjeux des relations Nord-Sud vont aujourd'hui bien au-delà des aspects économiques. Si importants que demeurent les problèmes liés aux commerce, au financement international du développement, au transfert de technologie, ils ne constituent qu'une dimension de ces relations aux côtés des questions globales - environnement, migrations, trafic de drogue, etc. - qui affectent toute la communauté mondiale et qui ne peuvent être gérées que par la coopération internationale. En outre, les questions économiques ne sauraient être isolées des autres problèmes globaux. Les récentes grandes conférences internationales sur l'environnement, sur la population ont abondamment mis en évidence les rapports qui lient entre elles ces problématiques majeures de la fin du XXe siècle.

Cet appel à davantage de cohérence est aussi plus pressant parce que l'évolution des dernières années a montré les limites d'une coopération au développement dont le principal instrument serait le transfert de ressources à des conditions de faveur. Le champ de la coopération internationale au développement devient en effet de plus en plus large. Sur le plan géographique d'abord, la liste des pays en développement inclut dorénavant certains pays de l'ancien monde communiste. En second lieu, la gamme des activités faisant partie de l'aide publique au développement (APD) s'est élargie pour inclure par

exemple la lutte contre la drogue ou l'appui aux processus de démocratisation. En dépit de ces nouvelles tâches, les ressources mises à disposition de la coopération au développement se font cependant plus rares du fait de la crise qui touche les finances publiques de beaucoup de pays fournisseurs, y compris la Suisse. On ne peut plus de façon crédible prétendre couvrir un champ plus large avec des moyens réduits sans modifier profondément l'approche. La volonté déclarée de chercher à réduire les contradictions entre les divers aspects de la politique vis-à-vis des pays en développement est la réponse que l'OCDE propose à ses membres et à leurs partenaires dans le Sud.

Une plus grande cohérence permettrait d'accroître l'efficacité de la coopération au développement en réduisant le risque de voir par exemple la politique commerciale protectionniste d'un pays du Nord ruiner les efforts de diversification des exportations encouragés par la coopération au développement de ce même pays. En outre, la cohérence des politiques est un élément essentiel de la crédibilité des pays qui, par le biais de la coopération au développement, interviennent, au moins par leurs conseils, dans la formulation des politiques et émettent force recommandations sur la bonne gestion des affaires publiques ("good governance") de nombreux pays en développement. Trop souvent, des politiques incohérentes, des écarts entre les discours et les actes mettent à mal le crédit des donneurs de conseils.

L'approche de la cohérence des politiques paraît donc prometteuse; mais comment faut-il la mettre en oeuvre? Quel champ couvre-t-elle? Quels sont les acteurs concernés? C'est dans cette perspective que nous avons voulu marquer la publication du rapport du Conseil fédéral en y consacrant le dossier de l'Annuaire 1995. Notre propos est d'apporter des éléments de réponses à ces questions à l'aide d'une étude de cas - l'Indonésie - et avec la participation de personnalités issues des milieux concernés: Administration fédérale bien sûr, mais aussi économie privée, ONG, syndicats et chercheurs.

A côté de ce dossier, la partie "**Analyses et positions**" comprend cette année trois contributions:

- un regard historique sur la formulation de la politique suisse de coopération au développement;
- les instruments suisses de lutte contre la corruption;
- la coopération suisse vue à travers les examens du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

L'Annuaire Suisse-Tiers monde 1995 comprend également:

- une **revue des événements**, survenus jusqu'en octobre 1994 et ayant trait aux relations de la Suisse avec les pays en développement. Cette revue traite non seulement de nombreux domaines des relations bilatérales (y compris la coopération publique de la Suisse avec les pays d'Europe centrale et de l'ex-URSS), mais elle rend aussi compte des activités des organisations internationales touchant aux questions de développement et du rôle qu'y joue la Suisse;

- une **bibliographie** des ouvrages, articles et documents parus depuis l'achèvement de l'Annuaire 1994 sur les relations Suisse-Tiers monde;
- un recueil des **statistiques** portant sur le commerce, les flux financiers et l'aide publique au développement;
- un **index analytique** se référant à la partie revue.

* * *

Ce nouveau volume marque une étape importante dans l'histoire de l'Annuaire Suisse-Tiers monde. En effet, pour la première fois, nous publions deux éditions monolingues de l'Annuaire: l'une entièrement en allemand, l'autre entièrement en français. Nos lecteurs germanophones et francophones auront ainsi accès dans leur langue maternelle à l'ensemble des textes que nous publions, ce qui n'était le cas jusqu'ici que pour la partie „Revue“ de la publication.

Avec cette innovation, notre ambition est bien sûr d'améliorer la diffusion de l'Annuaire en Suisse et de faciliter les échanges d'idées de part et d'autre de la Sarine. Nous voulons aussi faciliter l'accès à notre publication à ceux qui, en Europe et dans le monde francophone, s'intéressent aux relations Nord-Sud d'un petit pays qui, grâce à son adhésion récente aux institutions de Bretton Woods, joue désormais dans la coopération au développement un rôle qui correspond mieux à sa place dans l'économie mondiale.

* * *

La nouvelle formule de l'Annuaire exige encore plus de tous ceux qui participent à sa réalisation: l'effort à fournir est plus grand et les délais plus serrés. La collecte des données, leur présentation synthétique et claire, la vérification de leur exactitude sont le fruit du travail collectif des responsables des différentes parties de l'Annuaire en collaboration avec les experts de l'Administration fédérale, d'associations faitières et des oeuvres d'entraide qui les conseillent avec autant de compétence que d'amabilité. Je tiens à les remercier chaleureusement ici ainsi que les auteurs des articles que nous publions dans la partie „Analyses et positions“. Enfin, ma gratitude va à mes collègues qui ont assuré la traduction et l'édition de cet ouvrage.

Jacques Forster
Professeur à l'IUED
Responsable du Comité de rédaction